

LES MÉDECINS ET LE DANGER DE GUERRE NUCLÉAIRE

H. FIRKET (1), J. LOUTE (2), P. DE SALLE (3)

RÉSUMÉ : L'Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire est la branche belge francophone de l'International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), Prix Nobel de la Paix, présents dans une soixantaine de pays. Ils fondent leur action sur le fait que toute guerre nucléaire entraînerait, outre des millions de morts, de blessés graves et de grands brûlés devant lesquels un corps médical, lui-même décimé, serait totalement impuissant. Ils tentent de faire pression sur les gouvernements pour que, en accord avec les traités que, pratiquement tous les pays ont signés, ce type d'armement, illégal aux yeux de la loi internationale, soit complètement éliminé de la planète. Le poids de la pression médicale sera d'autant plus forte que les médecins seront nombreux à soutenir ce mouvement qui, même dans notre pays non nucléaire, a du pain sur la planche, a des contacts politiques, fait des exposés, publie un périodique et des articles divers.

MOTS-CLÉS : *Armes nucléaires - Prévention - Implication des médecins*

Notre collègue G. Piérard a rappelé ici il y a quelques années les effets pathologiques observés après les bombardements nucléaires de Nagasaki (1). Ils seraient bien plus étendus aujourd'hui. Quasi toutes les bombes actuelles sont à hydrogène et cinq à dix fois plus puissantes. Les villes modernes sont encombrées de véhicules dont les réservoirs exploseraient à la chaleur et alimenteraient des tempêtes de feu sur des surfaces bien plus grandes que les seules zones détruites par l'explosion (chacune d'une douzaine de Km²).

L'Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire, section belge francophone de «l'International Physicians for the Prevention of Nuclear War» (IPPNW), milite pour l'abolition de cette arme. Nous collaborons avec nos confrères flamands de Artsen voor Vrede qui, pour des raisons pratiques travaillent plus étroitement avec nos amis hollandais.

En quoi ce problème, essentiellement militaire, concerne-t-il les médecins ? Comme tout le monde, nous préférons que les conflits entre États se résolvent par des négociations plutôt que par la guerre, bien que nous sachions celle-ci parfois inévitable. Mais l'emploi d'armes nucléaires inaugurerait une nouvelle forme de conflit, faisant d'un coup des centaines de mil-

M.D.S. AND THE DANGER OF NUCLEAR WAR

SUMMARY : International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), the 1985 Nobel Peace Prize winners, are active in some sixty different countries. Their action is based on the outlook that any nuclear war would cause not only millions of deaths, but also millions of severely injured or burnt victims for whom the medical profession, decimated as well, would be most helpless. They strive to obtain that governments, in agreement with treaties that almost all countries have signed, ascertain that nuclear weapons, which are internationally illegal, be globally abolished. The impact on political authorities would undoubtedly be reinforced if the number of physicians supporting the action of IPPNW was increased.

KEYWORDS : *Nuclear weapons - Prevention - Physicians' Implication*

liers ou des millions de morts, et plus encore de blessés graves, souvent poly-fracturés et choqués, et de grands brûlés, voués à une longue agonie. Le problème est tout différent après les rares accidents de centrales nucléaires (genre Tchernobyl) où la pathologie de la grande majorité des victimes, dispersée, et bien moins nombreuse, ne se révélera qu'au cas par cas, des années plus tard. La responsabilité essentielle du corps médical est toujours de rétablir la santé des populations, tâche qu'il serait impossible aux médecins survivants de remplir après un bombardement atomique, face à cette avalanche de victimes. Cette constatation amena en fin 1980, quelques médecins américains et russes, que tout opposait pour le reste, à créer l'IPPNW. Le succès fut rapide. Des sections s'organisèrent dans 85 pays et le mouvement connut de beaux succès : Prix de l'UNESCO (1983), Prix Nobel de la Paix (1985) et les entrevues avec Gorbatchev (1987) le persuadant d'arrêter l'escalade de la course aux armements, ce qui entraîna la fin de la guerre froide et un début de désarmement nucléaire dès 1989. Plus tard, le mouvement s'est essoufflé et les avancées se sont réduites. Il s'agit de le relancer partout dans le monde, car le danger s'accroît de nouveau : le nombre de pays dotés d'armes nucléaires ne fait que croître et des grandes puissances affirment leur intention d'utiliser des armements contre des pays qui n'en posséderaient pas.

Quand nous évoquons nos activités devant nos confrères, leurs réactions sont diverses. Les uns nient tout intérêt pour la politique mondiale. Nombreux sont ceux qui, persuadés du danger de l'arme nucléaire, l'imaginent périmée et pensent que, comme on ne l'a pas employée depuis 60 ans, un tabou que personne n'osera violer,

(1) Professeur émérite à la Faculté de Médecine, ULg.
(2) Pédiatre, ULB, Spécialiste en rééducation fonctionnelle, Centre les Blés d'Or, Uccle.
(3) Cardiologue, UCL, Hôpital St Jean, Bruxelles, Membres du Comité de l'Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire.

empêchera de le faire dans l'avenir. Ils croient souvent que son élimination est en bonne voie depuis la fin de la guerre froide, et que le problème est quasi résolu. La majorité nous donne raison sur le fond, mais pense que notre action est utopique et n'obtiendra pas de résultat concret. Quelques uns, rares, nous donnent tort et déclarent que l'Occident « auquel nous appartenons » doit bien pouvoir se défendre contre les terroristes et autres ennemis de notre civilisation.

A ces derniers, victimes d'une propagande officielle absurde, nous ne répliquerons qu'une chose. Les seules menaces possibles sur notre Europe dans un futur prévisible, sont des attentats terroristes tels qu'on en a vus depuis cinq ans. L'arme nucléaire n'intimiderait pas des fanatiques qui n'ont pas - ou plus - de base arrière qui pourrait-être atteinte en représailles. Seules des opérations limitées, surtout des opérations de police, peuvent espérer les neutraliser.

Il faut ôter leurs illusions à ceux, parmi nous, qui croient les choses en bonne voie. On a réduit cet armement de moitié depuis 1989, mais le mouvement a perdu son impetus. Il reste près de 30.000 têtes nucléaires (dont 96 % Américaines ou Russes). Leur puissance cumulée - plus de mille fois celle du total des explosifs conventionnels utilisés pendant la seconde guerre mondiale - pourrait encore tuer plusieurs fois toute la population du globe. Plus de 5.000 de ces têtes sont pointées sur des cibles choisies à l'avance, et pourraient être lancées en quelques secondes, fût-ce par erreur d'appréciation. Ces cibles sont surtout des villes et des populations civiles car, comme l'a dit le bourgmestre de Liège, qui avait compris : "On ne va pas gaspiller des bombes nucléaires sur des troupes dispersées dans les Fagnes."

Pendant 40 ans, les grandes puissances ont prétendu que cet armement n'avait d'autre but que d'intimider les autres puissances nucléaires. Ce rôle purement dissuasif est difficile à croire quand on sait que près de 100 milliards de dollars par an lui sont consacrés dans le monde (dont 43 aux seuls USA). Ce serait cher payé pour une arme diplomatique ! Mais depuis quelques années, la superpuissance clame à tous vents, y compris dans des rapports très officiels, qu'elle pourrait utiliser ses armes nucléaires contre des pays qui n'en auraient pas, mais menaceraient les "intérêts vitaux" des Etats Unis, ce qui ouvre la porte à toutes les dérives et fournit un mauvais prétexte à tous les autres pays qui voudraient devenir «nucléaires» en utilisant le même raisonnement. D'autres grandes puissances penchent vers une attitude analogue.

La guerre entre pays très développés est probablement devenue impossible. Ils ont compris que, même victorieux, ils auraient subi tant de destructions et de pertes qu'ils seraient tous vaincus; le Président Reagan l'avait bien vu et affirmé. Mais des pays plus limités, vulnérables, et souvent englués dans des querelles locales durables, ont déjà des armes nucléaires (Israël, Inde, Pakistan), d'autres sont en train de s'en doter (Corée du Nord, Iran) ou se préparent à le faire (Corée du Sud, Japon, Taiwan, Arabie saoudite, Algérie, Brésil, etc.). Ils ont, bien entendu, tout à fait tort, mais des précédents montrent que, s'ils étaient attaqués dans leurs œuvres vives, ils succumbraient plus facilement à la tentation d'employer les armes dont ils disposeraient. Et, une fois violé, le tabou qui entoure ces armes, tout pourrait arriver. L'augmentation continue du nombre de pays «nucléaires» et les changements de politique évoqués ci-dessus accroissent les risques.

Ce ne sont pas seulement ces nouveaux pays «nucléaires» qui doivent éliminer cet armement. Les anciens s'y sont aussi engagés par traité (article VI du Traité de Non Prolifération, confirmé par la Cour Internationale de Justice de La Haye). Comme ils ne le font pas, on conçoit que des pays secondaires prennent peur et tentent de se doter de quelques têtes atomiques, espérant écarter ainsi une attaque ou un chantage de la superpuissance. Raisonnement absurde évidemment, mais pas plus que celui du gouvernement Bush qui se prétend menacé par les quelques (futurs) bombes de l'Iran ou de la Corée. Ces pays ont des régimes qui nous déplaisent souverainement, mais ils ne sont pas suicidaires et n'utiliseront pas leurs armes atomiques, sauf s'ils étaient directement envahis. Le seul moyen de les amener à renoncer à d'aussi dangereux outils est d'obtenir que les grandes puissances elles-mêmes s'engagent dans un désarmement nucléaire programmé, auquel elles sont d'ailleurs formellement obligées. Les nouveaux n'auraient alors aucun prétexte pour résister à la pression internationale exigeant qu'ils renoncent.

On parle aujourd'hui du bombardement (éventuellement atomique) des installations nucléaires iraniennes par les USA ou Israël, ce qui mettrait le monde musulman tout entier en ébullition. Des scénarios analogues, ailleurs dans le monde, sont possibles demain avec d'autres protagonistes.

Nos objectifs à long terme sont moins utopiques qu'on pourrait le croire. Même aux Etats-Unis, le corps médical se fait entendre. Il y a quelques mois, les crédits pour la mise au point

de bunker busters (bombes nucléaires destinées à détruire des cibles profondément enterrées) ont été repoussés *sine die* au Congrès, grâce à un rapport de nos confrères américains décrivant leurs effets horribles et durables sur des Km² de la surface du sol. Ici, nous avons joué un rôle majeur dans la très large mobilisation de nos bourgmestres dans le mouvement mondial des «Mayors for Peace», lancé par le maire de Hiroshima, réclamant un désarmement nucléaire complet pour 2020. La Belgique est en tête dans ce domaine.

Notre pays, «non nucléaire» (art. II du traité de Non Prolifération) entend le rester, mais est aussi concerné. Notre diplomatie doit clairement se désolidariser de conflits qui risquent de devenir nucléaires, tout comme elle l'avait fait lors de l'invasion de l'Irak. Il faudrait aussi que nous exigions le retrait des 10 à 20 têtes nucléaires (équivalent à un total de 50 à 150 «Hiroshimas») entreposées illégalement sur notre territoire, pour lesquelles nous partageons une évidente responsabilité. Quand nous les rencontrons, les autorités politiques belges arguent souvent de leur relative impuissance, mais nous ont plusieurs fois fait comprendre à demi-mot qu'elles apprécieraient d'être activement poussées dans le dos pour présenter une attitude plus ferme en faveur du désarmement nucléaire. Plus nombreux seront les médecins qui nous appuient, plus efficace sera notre action.

Nos centaines de membres sont issus de toutes nos universités et leurs affinités politiques, s'ils en ont, sont diverses, ce que reflète la composition de notre comité. Nous accueillons aussi des sympathisants, en dehors des professions de santé. Nous rencontrons régulièrement des «décideurs» politiques ou militaires. Notre périodique trimestriel héberge des analyses techniques ou politiques, signées parfois des noms internationalement connus. Au cours des deux dernières années, nous avons eu

l'occasion de publier, entre autres, des articles de MM. K. Anan, Secrétaire général de l'ONU, K. De Gucht, Ministre des Affaires étrangères et de son prédécesseur, L. Michel, de M. el Baradei, Directeur de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, du théologien allemand Eugen Drouxermann, ainsi que des témoignages, émanant souvent de nos membres, sur les conditions de vie des populations de pays en guerre. Nous publions à l'occasion des articles dans les journaux ou des études plus pointues (2). Nous faisons, à la demande, des exposés à des médecins ou, moins techniques, à un public plus large. Votre soutien nous est indispensable. Votre participation active aux tâches qui pèsent lourdement sur un petit groupe qui ne rajeunit pas et s'essouffle quelque peu, le serait plus encore.

BIBLIOGRAPHIE

1. Pierard G.E.— La guerre et la médecine d'une culture de paix. Synopsis des armes nucléaires. *Rev. Med. Liège*, 2002, 57, 107-112.
2. Firket H.— *Illusions et idées fausses sur les armes nucléaires*, Ed. AMPGN (Liège), 2003, pp 16.

Les demandes de tirés à part sont à adresser à l'Association Médicale pour la Prévention de la Guerre Nucléaire (AMPGN), 48 avenue des Platanes, 4000 Liège, Belgique
Notre site : [http:// www.ampgn.be](http://www.ampgn.be)